

"Hear O Israel, the Lord our God is One Lord, and you shall love the Lord your God... Love your neighbour as yourself" (Mk 12:29-31)



Les Personnes Consacrées mobilisées contre l'Accaparement des ressources et pour la sécurité alimentaire **L'Afrique a plus besoin de partenariat que de relation d'aide...**

Edito : Notre mission commune...

Foi et Justice Cameroun a accueilli du 04 au 09 mars le P. Chika (cssp), Secrétaire Exécutif d'AEFJN. Durant son séjour, il a pu échanger avec l'équipe de coordination, visiter les populations de Nkan menacées d'expulsion puis partager la vision et la mission d'AEFJN le 06 mars avec les supérieur(e)s majeur(e)s réunis en Assemblée Générale à Mvolé et avec les Correspondants les 08 et 09 mars. Ce numéro de SHEMA revient sur les thèmes centraux déterminant la mission d'AEFJN pour les trois prochaines années à savoir **l'accaparement des ressources et la sécurité alimentaire**. Bien comprendre ces notions est fondamental pour notre mission. Le cas de la SOCAPALM illustre bien les enjeux et l'impact de l'accaparement de la ressource terre et de l'agro-industrie sur la sécurité alimentaire et le bien-être des populations locales. Notre mission est de promouvoir un modèle économique et un système de production agricole capable d'améliorer de façon durable la vie des africains. Dans la rubrique « phénomène social » nous vous proposons un rendu de nos activités dans le cadre de la sensibilisation contre la circulation et l'usage illicites des médicaments psychoactifs en milieu scolaire.

Père Armel FOPA, O.Carm



Church word: « ...A true ecological approach always becomes a social approach... »

The human environment and the natural environment deteriorate together; we cannot adequately combat environmental degradation unless we attend to causes related to human and social degradation. In fact, the deterioration of the environment and of society affects the most vulnerable people on the planet: "Both everyday experience and scientific research show that the gravest effects of all attacks on the environment are suffered by the poorest" For example, the depletion of fishing reserves especially hurts small fishing communities without the means to replace those resources; water pollution particularly affects the poor who cannot buy bottled water; and rises in the sea level mainly affect impoverished coastal populations who have nowhere else to go. The impact of present imbalances is also seen in the premature death of many of the poor, in conflicts sparked by the shortage of resources, and in any number of other problems which are insufficiently represented on global agendas.

Pope Francis, Laudato Si, n°48

COMPRENDRE ET AGIR...

L'accaparement des ressources en Afrique

Une immersion dans l'histoire du partage du continent, permet de cerner le mystère de la ruée vers les ressources en Afrique. De tous les temps, elle est motivée par la recherche des ressources naturelles (matières premières) et des marchés pour l'écoulement des produits finis.

Conséquence, l'économie africaine reste basée sur les ressources utilisées comme matières premières sur le marché mondial sans valeur ajoutée et sans création d'emplois en Afrique. Or en matière d'aide au développement, pour chaque euro versé à l'Afrique, un million d'euros a déjà quitté le continent.

Les ressources naturelles comme « ***l'eau et la terre sont les enjeux de demain*** » ; les multinationales le savent et s'en accaparent. Ces accaparements ne contribuent en rien au développement et au bien-être des populations, bien au contraire, les communautés locales expulsées de leurs terres deviennent les premières victimes. C'est la raison pour laquelle « ***L'Afrique a besoin d'un partenariat et non d'une aide*** », afin de pouvoir réaliser les objectifs de développement durable. Pour se faire, la construction progressive « ***d'un mouvement social composé d'acteurs de l'Eglise et acteurs non-religieux*** » est fortement sollicitée. Par ailleurs, des actions de plaidoyer sont encouragées, car elles constituent un moyen de défense des biens communs et les droits des communautés rurales.

Les différentes interventions du politique devraient établir une économie de production basée sur l'économie des ressources, le respect du droit du travail et des droits communautaires, de la protection de l'environnement et de systèmes fiscaux efficaces faisant partie intégrante du partenariat ACP UE (Afrique Caraïbe Pacifique).



Rencontre avec les populations de Nkan (Ambam), victimes d'accaparements de terres, 07/03/2019

La sécurité alimentaire en Afrique

Selon le rapport du Sommet mondial de l'alimentation (1996), la sécurité alimentaire « ***existe quand tout le monde, à tout moment, a physiquement et économiquement accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive pour satisfaire ses besoins et ses préférences alimentaires pour une vie active et en bonne santé*** ». Elle conduit à la Souveraineté alimentaire qui « est le droit des peuples à une nourriture saine et culturellement appropriée produite par des méthodes écologiquement rationnelles et durables, ainsi que leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricole ».

Le monde doit produire au moins 50% de nourriture en plus pour nourrir 9 milliards de personnes d'ici 2050. Dans ce défi mondial, l'Afrique est capable de produire sa propre nourriture mais se heurte à de nombreuses difficultés : les changements climatiques, un système économique défavorable, un modèle agricole mondial fondé sur l'industrialisation, la monoculture et le monopole des semences. L'aide alimentaire à l'Afrique élargit le marché d'exportation. Les produits alimentaires reçus en dons et vendus sur le marché ont un impact négatif sur la capacité de production locale, crée une dépendance et contamine les systèmes agricoles locaux. Au niveau climatique, 20% des terres arables de l'Afrique subsaharienne seront beaucoup moins propices à l'agriculture d'ici 2080 (Entre autres causes, le rétrécissement du lac Tchad affectant la pêche, la perte des terres côtières, des mangroves, etc.).

Pendant qu'une part importante de la population africaine souffre de la faim, 1/3 de la nourriture produite dans le monde est gaspillé. Les pays industrialisés privilégient l'agriculture pour nourrir les bêtes et produire les agro-carburants.

L'agriculture familiale longtemps pratiquée dans les villages africains offre des solutions plus économiques et écologiques. Elle peut se faire sans brevets, semences coûteuses ou pesticides problématiques. Grâce à elles, les africains peuvent nourrir les africains, en protégeant leurs sols, leurs semences du « colonialisme des semences », bloquer les produits chimiques toxiques, promouvoir les aliments locaux et les petits agriculteurs, réduire les migrations et enfin, augmenter les investissements sociaux (éducation, santé, etc.)

Christelle ADIBONE

GROS PLAN

L'agriculture familiale face à l'agro-industrie : cas de la SOCAPALM

Comparativement à l'agro-industrie, l'agriculture familiale est cruciale pour un développement local durable

L'apport de l'agriculture familiale sur le développement local durable et la sauvegarde de la création est notable. Au Cameroun, l'agriculture familiale représente près de 90% du secteur agricole et 80% de la production totale de nourriture. Elle promeut des circuits de distributions courts et équitables, la collaboration entre producteurs et consommateurs, permet la diversification des revenus agricoles et renforce l'autonomie des communautés rurales, permet d'accroître le pouvoir des marchés locaux, préserve mieux l'environnement et la biodiversité. L'industrialisation du secteur agricole, avec la maximisation de la production et des gains, n'apporte que l'illusion d'un développement.

Le cas de la SOCAPALM illustre bien les dangers de l'expansion de l'agriculture industrielle sur l'agriculture familiale et partant, sur la vie des populations environnantes, leurs exploitations et le développement local. La SOCAPALM est une entreprise multinationale qui pratique l'agriculture intensive du palmier à huile dans six sites étendus sur de 58.018 ha cédés en bail par l'Etat du Cameroun après expropriation des populations autochtones. Son hyperactivité entraîne moult

conséquences, notamment la pollution de l'eau et de l'air, du sol et sous-sol, la destruction de la biodiversité et le déséquilibre des écosystèmes forestiers fauniques et halieutiques en violation du **préambule de la Constitution camerounaise du 18/01/96** qui consacre le « **droit de chacun à un environnement sain ainsi que le devoir d'assurer un équilibre harmonieux au sein des écosystèmes entre les zones urbaines et les zones rurales** ». Elle entraîne également la conversion de la main d'œuvre jeune apte à l'agriculture ; d'où la dépendance, la faible production des denrées alimentaires locales, la cherté de la vie et la paupérisation. En plus, la pratique de la monoculture intensive entraîne l'appauvrissement des sols. Pour certains experts, il faudra environ 100 ans de jachère pour que les terres données en bail à la SOCAPALM pour la culture du palmier à huile retrouvent la capacité à faire pousser d'autres espèces végétales.

Face à tout ceci, la nécessité de promouvoir et de soutenir l'agriculture familiale, pratiquée de manière écologique, pour la sauvegarde de la « **maison commune** », un développement local durable et une réelle sécurité alimentaire est plus que jamais d'actualité.

Christelle ADIBONE

3ème Forum des correspondants de l'antenne Cameroun

Le 3ème Forum des Correspondants de l'Antenne Cameroun s'est tenu les 08 et 09 mars 2019 à la Maison Pallotti de Mvolé-Yaoundé sur l'accaparement des ressources et la sécurité alimentaire en Afrique. Une trentaine de personnes y ont pris part ; des correspondants venus de toutes les provinces ecclésiastiques du pays, le Père Jérôme MIH NDA (Cfic) représentant de la CSMDC, les Pères Chika ONYEJIUWA (Cssp) et André Claessens respectivement Secrétaire Exécutif et Président d'AEFJN.

L'objectif de la rencontre était d'échanger sur le plan d'action d'AEFJN, d'en comprendre les thématiques de fond, les objectifs et de favoriser l'implication efficiente de l'antenne Cameroun dans sa mise en œuvre.

Quatre articulations ont marqué la rencontre. La première était constituée de deux exposés sur l'accaparement des ressources et la sécurité alimentaire en Afrique. La deuxième articulation a consisté en une série de quatre exposés sur la situation locale montrant que ces problèmes sont une réalité au Cameroun avec des enjeux lourds de conséquences sur la vie des populations. La troisième articulation était la présentation de la stratégie d'intervention d'AEFJN pour les prochaines années avec une insistance sur la place des congrégations et le rôle



Travaux en carrefour, 09/03/2019

unique des correspondants. La dernière articulation du forum a consisté en une série d'échange sur les pistes d'implication de l'antenne Cameroun dans la mise en œuvre du plan triennal.

La rencontre a permis à l'antenne de renforcer ses liens avec AEFJN et chaque congrégation à travers les correspondants. A la suite d'AEFJN, elle renouvelle son engagement pour le changement du système néolibéral et le développement d'un nouveau système de solidarité où la personne, les normes environnementales et sociales sont au centre des relations.

P. Armel FOPA, O.Carm

PHENOMENE SOCIAL

L'église catholique aux côtés de la communauté éducative dans la lutte contre la drogue en milieu scolaire

« Promouvoir l'accès de tous à des médicaments de qualité et au juste prix et la lutte contre les faux médicaments et la drogue » est une préoccupation de base pour l'Association Foi & Justice. Depuis 2015, elle s'est investie aux côtés de la société civile et mobilise les énéraies contre ces fléaux.

Après une première phase d'actions marquée par la création d'une plateforme de lutte contre la drogue en milieu scolaire et l'organisation de la Conférence du 06 janvier 2018 sur le phénomène de drogue en milieu scolaire, l'Association Foi & Justice s'est ouverte à une nouvelle action de plaidoyer à savoir : « Promouvoir la sécurisation du milieu scolaire contre les drogues ».



Combattre le mal à la racine...

Protéger la jeunesse, « fer de lance de la nation », contre la circulation et la consommation des médicaments psychoactifs et autres drogues (tabac, alcool, cannabis, etc.) est un combat qui s'est imposé de lui-même pour Foi & Justice. En effet, la vulnérabilité de cette tranche de la population fait d'elle la cible privilégiée de ce poison qui, selon le pape François, « **ronge, corrompt et tue** ».

Quoi de mieux que le cadre scolaire pour mener une telle action ? Et qui de mieux que les éducateurs eux-mêmes pour porter le flambeau de la lutte ? Le cadre et les cibles étant bien identifiés, Foi et Justice s'est lancée dans une croisade contre le fléau, ceci dans l'intention de « combattre le mal à la racine ».

Renforcer les capacités des éducateurs à travers la formation...

Pour poser les bases de la lutte contre les drogues en milieu scolaire, Foi & Justice organise deux ateliers de formation des éducateurs choisis parmi une vingtaine d'établissements scolaires du Cameroun. Le premier atelier s'est tenu le 07 février 2019 au Lycée technique de Nkolbisson à Yaoundé, et a réuni une trentaine d'enseignants relais venant des villes de Yaoundé, Douala et Ambam. Le second atelier quant à lui s'est

déroulé dans l'enceinte du Collège Bary à Batouri, avec cette fois-ci la présence d'une vingtaine de participants en provenance de 06 établissements scolaires d'enseignement secondaire.

Renforcer les capacités des enseignants des établissements scolaires cible en matière de sensibilisation contre la circulation et la consommation non médicale des médicaments psychoactifs (Tramadol, Diazépam, etc.) et autres drogues était l'objectif principal de ces ateliers. La participation massive des enseignants, venant aussi bien d'établissements confessionnels que publics a été un signe fort qui a marqué le déroulement de ces activités, car elle est le symbole de la dynamique tous azimuts créée par Foi & Justice autour de la problématique.

Impliquer davantage de religieux (ses) dans la lutte...

Au demeurant, l'implication des religieux des pôles Foi et Justice des provinces ecclésiastiques de Yaoundé, de Douala et de Bertoua a été déterminante pour la bonne marche de ce premier lancement des activités du projet de lutte contre la drogue en milieu scolaire. Les événements douloureux récemment survenus au lycée Bilingue de Deïdo à Douala, où un jeune lycéen, sous l'effet probable de stupéfiants, a sauvagement et mortellement poignardé son camarade de classe ; rappelle à tous, et plus encore à l'Eglise, de se pencher encore plus sérieusement sur ce problème de drogue en milieu scolaire. Le Pape François nous recommande de « **renforcer la coordination des politiques de lutte contre la drogue et les dépendances** » et à « **créer des réseaux de solidarité et de proximité avec ceux qui sont marqués par ces pathologies** ».

Joël NOMI



Photo de famille à l'issue de l'atelier de Yaoundé, 06/02/2019

UNE PUBLICATION DE L'ASSOCIATION FOI ET JUSTICE

Directeur de publication : Père Paulin NEME EBANDA - Rédacteur en chef : Père Joseph Armel FOPA DJOUDA - Secrétaire de rédaction : Joël NOMI - Equipe de rédaction : Joël NOMI, Christelle ADIBONE - Siège : Mvolyé - Enceinte ITPR - Impression : Ets MADELIE BUSINESS CO. Tel : 677 92 59 60 - Téléphone : 6 99 13 06 24 / 6 74 81 42 59. Email : foi_justice@yahoo.fr. Page Facebook : [aefjncameroun](https://www.facebook.com/aefjncameroun)